

Déclaration de M. François Hollande, Président de la République, sur les relations économiques entre la France et l'Afrique, à Paris le 6 février 2015.

Messieurs les Présidents,

Cher Alassane,

Cher Ali,

Cher Macky,

Madame, Messieurs les ministres,

Mesdames, Messieurs les représentants des entreprises ainsi que tous les amis qui contribuent à affermir encore davantage les liens entre l'Afrique et la France.

Il y a un an, vous l'avez rappelé, cher Lionel ZINSOU, le sommet de l'Élysée rassemblait la France et l'ensemble des pays africains. A cette occasion, nous avons lancé l'idée d'une fondation franco-africaine pour favoriser la croissance la croissance en Afrique et la croissance en France. Beaucoup d'entreprises à travers le président du MEDEF et je les en remercie se sont impliquées et engagées dans cette initiative. Ce forum en est l'illustration et je tenais à y être présent.

Hier soir, j'étais à Kiev. Ce soir, je serai à Moscou. Une fois encore j'ai démontré que Paris était la capitale, puisque, pour aller de Kiev à Moscou, il faut venir à Paris pour être avec des amis africains ! J'y tenais parce que cette initiative est un succès. Il y a ici des chefs d'Etat, des chefs de gouvernement, une cinquantaine de ministres, 500 entreprises françaises et africaines qui sont représentées. C'est la preuve de l'intérêt que porte la France pour le continent africain et l'intérêt qu'a l'Afrique pour que des entreprises françaises viennent, plus nombreuses encore, investir en Afrique.

Mais comme il a été dit par le Président OUATTARA, il n'y a pas de développement, il n'y a pas de croissance sans sécurité. Les pays africains qui ont connu des développements considérables sont également touchés par le terrorisme. Pas tous, mais tous peuvent l'être. La France a considéré qu'elle était également engagée dans cette lutte-là pour préserver la paix, mais aussi pour assurer sa propre sécurité, parce que nos sorts sont liés. Si je me suis engagé, comme je l'ai fait pour le Sahel, en faisant intervenir la France au Mali, c'est que j'avais conscience que les risques étaient, pour le Mali, de perdre son intégrité territoriale et, pour l'ensemble de l'Afrique de l'Ouest, d'être menacée dans sa souveraineté, dans sa liberté.

Si vous êtes venus le 11 janvier et je veux vous en remercier pour assurer la solidarité de l'Afrique à la France après les terribles épreuves que nous avons traversées, c'est bien parce que vous êtes, vous aussi, conscients que cette lutte se mène à l'échelle internationale et que cette menace peut tous nous toucher.

Je suis conscient, et la ministre des Finances du Nigeria l'a rappelé, qu'il y a en ce moment même une offensive terroriste de très grande envergure au Nigeria et également au Cameroun. Il convient d'y faire face. Les Africains ont pris leur destin en main. Ces derniers jours encore, l'Union africaine a pris des décisions importantes pour constituer une force capable de s'opposer aux agissements terroristes. De la même manière, nous avons tenu en mai dernier une réunion autour des pays du Lac Tchad, avec le Niger, le Nigeria, le Cameroun, le Tchad, le Bénin, pour échanger nos informations, assurer notre coopération et permettre à des forces de se déployer. Elle montre aujourd'hui son efficacité. Je veux saluer ce que fait le Président DEBY, parce qu'il y met pleinement son armée et il permet ainsi de lutter, avec le Cameroun, le Niger, le Nigeria

met pleinement son armée et il permet ainsi de lutter, avec le Cameroun, le Niger, le Nigeria contre Boko Haram.

L'Afrique connaît des fléaux. Parce que l'Afrique est un enjeu. L'Afrique aussi est exposée à la dégradation du climat, au réchauffement. C'est la raison pour laquelle la France a également pris ses responsabilités, puisque nous allons organiser, à la fin de l'année, la Conférence de Paris sur le réchauffement climatique. Je sais, d'ores et déjà, que les pays africains, tous ensemble, seront à nos côtés pour arriver à un accord global, à un accord différencié, à un accord qui mobilisera des fonds importants pour développer l'Afrique et pour assurer la transition énergétique dans ce continent.

Lionel ZINSOU a présenté avec talent cette réalité et cette évidence et les chefs d'Etat l'ont confirmé : l'Afrique, c'est notre avenir. C'est notre avenir parce que c'est le continent qui connaît la plus grande progression démographique. C'est notre avenir parce que c'est le continent qui connaît la plus forte croissance ces dernières années. C'est notre avenir parce que c'est le continent qui a les potentiels les plus élevés (pas simplement les ressources) pour assurer son développement.

L'Afrique est un continent plein de richesses encore inexploitées, à tel point que, lorsqu'un certain nombre de chefs d'Etat m'interrogent sur ce que nous pouvons faire ensemble, à chaque fois, ils me parlent de l'Afrique. J'y vois là comme une reconnaissance de ce que nous pouvons faire pour l'Afrique. La France est tout à fait prête à emmener beaucoup de pays à venir investir en Afrique. J'y vois surtout la marque d'intérêt considérable que les pays les plus développés ou ceux qui sont ce qu'on appelle « les émergents » ont comme ambition pour investir en Afrique. La France est liée à l'Afrique par l'histoire, par l'amitié, par l'économie, et surtout par les liens humains. Nous avons beaucoup de Français qui vivent en Afrique, beaucoup d'Africains qui vivent en France. C'est une chance considérable. Mais, au-delà même de ce lien culturel, il y a comme une convergence d'intérêts communs. Si nous en sommes conscients, si la France est pleinement présente, si elle a déjà de nombreuses entreprises qui sont sur les marchés africains, si vous faites confiance aux entreprises françaises dans les règles du droit, alors nous devons, nous Français, nous autorité française, mieux accompagner l'Afrique dans le financement de ses projets.

Car la clé, c'est le financement. C'est la raison pour laquelle je voulais, au cours de ce forum, démontrer que nous avons adapté bon nombre de nos outils pour favoriser le financement des entreprises françaises qui iront investir en Afrique et le financement de projets qui intéressent l'Afrique.

Il existe ce qu'on appelle dans notre dispositif financier et administratif la « Réserve Pays Emergents ». Elle est désormais pleinement ouverte aux pays africains. Elle a déjà été utilisée dans le passé pour financer de grands projets : le train à grande vitesse au Maroc, le métro du Caire, un barrage dans la région de Nairobi... Mais nous voulons maintenant mettre tous ces financements au service du plus grand nombre de projets en Afrique. 70 % de la « Réserve Pays Emergents » sera consommée en Afrique, soit 240 millions d'euros.

Deuxième outil, la COFACE. La COFACE est nécessaire, indispensable, pour assurer le financement de bon nombre de projets en Afrique. Macky SALL le rappelait et Ali BONGO a insisté aussi là-dessus : le principal risque n'est pas en Afrique. Il y a des risques qui peuvent exister partout, y compris en Europe. Nous devons donc regarder l'Afrique comme nous regardons tout pays, tout continent, avec les mêmes règles, mais aussi en faisant en sorte que la COFACE puisse assurer plus de garantie. En 2013, ces garanties étaient de 800 millions d'euros. En 2014, elles sont montées à 2 milliards d'euros et cela continuera encore à augmenter en 2015.

Nous avons aussi décidé de créer en France une banque de l'exportation au service des grands contrats internationaux. Cela aura une influence directe sur ce que nous pouvons faire en Afrique. En effet, l'un des freins à l'exportation, que nous pouvons rencontrer, ne tient pas aux conditions de compétitivité même si cela peut exister et nous conduire à prendre des mesures en France ne tient pas au savoir faire, à la qualité, à la technologie où nous avons des entreprises excellentes, petites et grandes. L'un des freins à l'exportation, c'est le financement, car beaucoup de pays

assurent des financements bien plus avantageux que la France pour réussir à promouvoir leurs exportations.

Nous avons donc décidé, avec le ministre des Finances, de mettre en place une banque de l'exportation d'ici la fin du mois de mars. Ce dispositif concernera tous les pays, tous les secteurs économiques, sans restrictions. Chaque fois qu'il y aura un contrat qui dépasse un certain volume, 100, 200 millions d'euros, alors cette banque rentrera directement en intervention. Cela permettra de réduire aussi les coûts du financement £ nous avons chiffré à 10 % l'économie que nous pouvons en tirer.

J'ai également, l'année dernière, pris un engagement. Le problème avec les engagements, c'est que personne ne les oublie ! Je ne sais pas ce que vous applaudissez, si vous applaudissez qu'il faut prendre des engagements ou qu'il ne faut pas les oublier Mais j'avais pris deux engagements. Le premier, c'est que l'Agence française de développement investirait 20 milliards d'euros sur cinq ans en Afrique. Cet engagement sera tenu, strictement tenu, entièrement tenu. Il commence à être appliqué. Il sera d'autant plus aisément tenu que j'ai décidé de laisser à l'Agence française de développement 50 % de son résultat net, pour consolider ses capitaux propres, de façon à ce que la machine apprêtée puisse être continuellement alimentée. Nous donnerons aussi les moyens à l'AFD de développer, d'amplifier, de développer encore ses interventions.

J'avais pris un deuxième engagement que Macky SALL n'a pas oublié : un milliard d'euros pour la transition énergétique. Ce milliard d'euros non seulement est confirmé, mais il s'ajoute au milliard de dollars que la France a décidé d'apporter au Fonds vert. Voilà ce que je peux une nouvelle fois, ici, annoncer.

Nous travaillons également, toujours sur cette question du financement, à assurer non pas simplement des prêts, ou même des dons, mais également à pouvoir favoriser le financement en capital des entreprises, et notamment des entreprises africaines. La BPI et PROPARCO (une filiale de l'Agence française de développement) vont lancer cette année ce qu'on appelle le fonds Averroès III, à hauteur de 30 millions d'euros pour financer le capital des PME et des ETI françaises en Afrique, et financer également en capital des entreprises africaines. Il y aura ce fonds mixte franco-africain, ce sera une première et il permettra ainsi de lier, de nouer des partenariats entre les entreprises, et surtout d'apporter aux entreprises françaises qui investissent en Afrique des moyens d'assurer leur présence.

Il y a également une volonté qui est la nôtre de développer le financement participatif. C'est d'ailleurs prévu par une innovation législative. C'est un défi qui est lancé. J'ai évoqué les diasporas africaines qui sont présentes en France et qui sont soucieuses de contribuer au développement de leur pays d'origine. Ces fonds participatifs pourraient donc être garantis par la puissance publique et pourraient lever des capitaux, lever des ressources, et permettre de les investir en Afrique.

Je sais aussi qu'il y a bientôt un « Club Afrique » qui va se créer au sein de l'Association française des investisseurs pour la croissance. Il pourra mobiliser aussi les acteurs du capital risque, les acteurs français notamment, pour financer des projets en Afrique.

Mais faut-il encore que les personnes puissent circuler. Là encore, je me souviens d'une interpellation qui m'avait été adressée. Je pense que c'était au Sénégal qu'il m'a été dit : « vous voulez favoriser des échanges, vous voulez développer les partenariats, mais il est difficile pour des chefs d'entreprise africains de venir en France, pour des créateurs de venir en France, parce que les visas ne sont pas délivrés dans le bon délai et avec les facilités indispensables ». J'ai donc demandé au ministre des Affaires étrangères et au ministre de l'Intérieur de favoriser, de faciliter, ces mécanismes. J'ai les chiffres aujourd'hui sous les yeux : le nombre de visas de circulation délivrés chaque année à des investisseurs, à des entrepreneurs, à des chercheurs africains, s'élève à 300 000. Le chiffre a progressé de 60 % par rapport à 2012. C'est le signe de la confiance que nous faisons à l'Afrique.

Je rappelle aussi que la France accueille 110 000 étudiants africains. Elle le fait par solidarité sûrement, mais elle le fait aussi parce que former les talents africains, c'est un investissement pour la France et pour l'Afrique. Ces étudiants vont ensuite revenir dans leur pays d'origine,

prendre des responsabilités. Tous ne pourront pas devenir ministre des Finances, à 33 ans, de la Côte d'Ivoire, mais nous ne désespérons pas de former aussi les plus anciens. Même si nous avons-nous aussi, mais je ne vais pas ici en parler trop, des ministres de l'Economie jeunes ! C'est un investissement que nous faisons pour que nous puissions avoir les cadres nécessaires.

Mais je veux aussi dire aux jeunes Français, qui veulent participer à une expérience à l'étranger et notamment en Afrique, qu'ils pourront le faire plus facilement à l'avenir. J'ai parlé, lors de ma conférence de presse hier, du service civique. Le service civique sera non seulement élargi, non seulement facilité, non seulement renforcé, mais il sera également adapté pour qu'il prenne une dimension internationale, dans le cadre du volontariat de solidarité internationale. Le nombre de jeunes Français qui voudront participer à ce volontariat en Afrique sera favorisé et sera augmenté, parce que je veux que les Français qui veulent participer à cette belle histoire, à cette belle aventure du développement du continent africain, puissent le faire dans des associations, dans des entreprises, dans des administrations, partout où ils peuvent être utiles. Je vous l'assure Messieurs les Présidents, Madame, ils viendront et ils viendront nombreux.

Il y a enfin, et c'est la raison de notre présence ici, la Fondation Africa-France que préside notre ami Lionel ZINSOU. Ce n'est pas un outil de plus, ce n'est pas une structure supplémentaire, c'est une institution. Une institution qui parle d'initiative privée, ce qui n'empêche pas que cette fondation soit soutenue par l'Etat français, d'ores et déjà, à hauteur de trois millions d'euros. Cette institution, c'est la vôtre. C'est l'institution des entreprises françaises et des entreprises africaines.

Je vous demande, puisque vous êtes présents nombreux à ce forum, d'y participer pleinement. Je vous encourage à le faire. Je veux aussi que de nombreuses associations puissent se former et puissent s'ajouter à cette fondation. Elle a déjà mis en place des programmes, ils ont été rappelés : programmes pour la formation des cadres économiques de haut niveau, programmes de rencontres des jeunes dirigeants français et africains, programmes pour labéliser ou pour organiser des centres africains de formation professionnelle et technique, pour répondre aux besoins des entreprises africaines et françaises

Cette fondation a, enfin, d'ores et déjà mis en place des groupes et non pas des « clusters » comme il a été dit des grappes qui rassembleront des entreprises françaises et les entreprises africaines dans de nombreux secteurs pour former un réseau. Une première initiative a déjà été lancée : les industries créatives et culturelles et de nouvelles technologies vont se rassembler. L'Afrique, c'est un continent qui est capable de sauter les étapes. C'est l'avantage d'être jeune, c'est qu'on peut aller plus vite. En matière de technologie, l'Afrique a été capable de sauter plusieurs générations de biens et de produits. C'est ce qui doit nous permettre d'avoir sur les industries culturelles, sur les industries créatives, sur les industries de l'éducation, un temps d'avance en Afrique. La France doit être pleinement partie prenante de ce mouvement. La Fondation va donc créer de nouveaux groupes sectoriels dans le numérique, dans le secteur financier, dans l'agroalimentaire, dans les infrastructures, dans la ville durable. Bref, grâce à cette Fondation, il va y avoir des organisations nouvelles qui vont permettre d'agir, d'investir et de créer.

Il y a l'énergie et en particulier l'électricité. Là, je salue et j'appuie, autant qu'il sera possible, l'initiative de Jean-Louis BORLOO. Jean-Louis BORLOO, chacun le connaît ici. Il est capable de tout déplacer, de tout bouger. Je sais qu'il consacre déjà tout son temps, toute sa force de conviction pour promouvoir des partenariats nouveaux et des bonnes pratiques, pour satisfaire les besoins en électricité du continent. Cette structuration énergétique, cet accès pour tous les Africains à l'électricité, c'est véritablement la clé de l'avenir. C'est ainsi que nous avons conçu notre propre développement, notre propre croissance. Sa structure va dégager des ressources importantes et sera associée à la Fondation Africa-France. J'invite toutes les entreprises présentes, notamment celles de ce secteur mais elles sont déjà pleinement impliquées, à rejoindre cette fondation.

Mesdames et Messieurs,

Ce que vous êtes venus rencontrer ici, ce n'est pas une administration même si nous sommes vous dans le plus belle des administrations, à Paris. Ce n'est pas pour entendre simplement

reçus dans la plus belle des administrations, à Bercy. Ce n'est pas pour entendre simplement, une fois encore, un certain nombre d'ambitions proclamées. Non, nous fournissons ici des instruments sûrement £ mais nous fournissons surtout une communauté, une communauté d'esprit, une communauté d'action. Cette institution n'est pas figée, elle va évoluer, elle va bouger, elle va s'adapter selon les besoins. Je sais aussi que plusieurs villes, des régions, des collectivités, sont également prêtes à s'associer.

En Afrique, des associations se créent dans plusieurs pays pour être également des relais de la Fondation. Je fais confiance à Lionel ZINSOU et à toute son équipe, avec son talent, son expérience et sa double appartenance à la France et à l'Afrique. Je fais confiance à cette équipe pour créer un esprit nouveau et multiplier les initiatives. Avec ce forum, nous avons voulu adresser un message. Il est très simple : l'Afrique est pleine d'avenir et la France est pleine de projets. C'est pourquoi nous sommes ensemble.